

# Miser sur des

produits de base

marchés clés

opérations efficaces

**stella-jones**

## Faits saillants

(en milliers de dollars, sauf les données par action et les ratios)

Exercice terminé le 31 décembre	2001	2000	1999	1998	1997
<b>Résultats</b>					
Ventes	<b>87 829 \$</b>	87 045 \$	68 995 \$	67 718 \$	61 410 \$
Ventes liées au verglas de janvier 1998	—	—	—	14 296	—
Total des ventes	<b>87 829</b>	87 045	68 995	82 014	61 410
BAIIA	<b>5 045</b>	8 928	8 732	8 680	5 858
Bénéfice net	<b>488</b>	3 156	3 625	3 821	1 846
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation*	<b>3 064</b>	5 287	4 870	5 371	3 677
<b>Situation financière</b>					
Fonds de roulement	<b>20 669</b>	21 086	22 376	21 765	21 533
Total de l'actif	<b>80 854</b>	74 494	57 994	53 547	49 395
Dette à long terme**	<b>11 843</b>	10 618	8 917	7 831	10 614
Avoir des actionnaires	<b>31 615</b>	31 570	29 990	27 165	23 286
<b>Données par action</b>					
Bénéfice par action	<b>0,05</b>	0,35	0,39	0,41	0,20
Bénéfice dilué par action	<b>0,05</b>	0,35	0,37	0,39	0,19
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation*	<b>0,34</b>	0,59	0,53	0,58	0,40
Valeur comptable	<b>3,50</b>	3,53	3,24	2,92	2,51
Fonds de roulement	<b>2,29</b>	2,36	2,42	2,34	2,32
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers)	<b>9 002</b>	9 028	9 298	9 291	9 292
Actions en circulation à la fin de l'exercice (en milliers)	<b>9 043</b>	8 947	9 245	9 305	9 272
Nombre moyen d'actions diluées en circulation (en milliers)	<b>9 015</b>	9 087	9 853	9 855	9 973
Dividende par action	<b>0,07 \$</b>	0,07 \$	0,07 \$	—	—
<b>Ratios financiers</b>					
Rendement de l'avoir moyen des actionnaires	<b>1,5 %</b>	10,3 %	12,7 %	15,1 %	8,2 %
Ratio d'endettement à long terme	<b>0,37:1</b>	0,34:1	0,30:1	0,29:1	0,46:1

\* Avant variation des éléments hors caisse du fonds de roulement.

\*\* Y compris la partie exigible à court terme.

**Assemblée annuelle des actionnaires**

Le 8 mai 2002

9 h 30

Hôtel Inter-Continental Montréal

Salon Saint-Jacques

360, rue Saint-Antoine Ouest

Montréal (Québec)

**Profil**

Stella-Jones Inc. est le chef de file au Canada dans la production de bois traité sous pression.

La Société produit des poteaux de bois traité pour les sociétés de services publics d'électricité et de télécommunications, ainsi que des traverses de chemin de fer, des poteaux pour glissières de sécurité routière, des pilotis pour constructions maritimes et des pieux pour fondations, du bois de charpente et du bois destiné à la construction de ponts. En outre, elle offre aux sociétés de bois de construction et aux grossistes des services personnalisés de traitement du bois destiné à des applications résidentielles, telles que la construction de clôtures et de terrasses.

Stella-Jones s'engage à assurer à sa clientèle les meilleurs prix, des produits et services de qualité supérieure et des pratiques rigoureuses sur le plan environnemental. La Société, qui compte 207 employés au Canada, est le seul producteur de bois traité sous pression d'envergure nationale, et elle dessert aussi les marchés internationaux.

## Nos activités

	<b>Poteaux de bois</b>	<b>Traverses de chemin de fer</b>	<b>Bois traité à usage industriel</b>	<b>Bois à usage résidentiel</b>
Produits	Poteaux Potences	Traverses Traverses d'aiguillage	Pieux pour fondations Pieux pour constructions maritimes Bois maritimes Bois de construction Poteaux pour glissières de sécurité routière Bois pour constructions de ponts	Planches Treillis Clôtures Contreplaqué Bois d'œuvre de dimensions courantes pour terrasses, balcons, clôtures et autres applications extérieures
Essences de bois	Pin rouge Pin gris Pin de Murray Pin des marais Sapin de Douglas Thuya occidental Pin sylvestre	Érable Chêne Bouleau Pin rouge Pin gris Pin de Murray Pruche	Pruche Sapin de Douglas Pin rouge Pin gris Pin de Murray Thuya occidental	Pin blanc Pin rouge Pin gris Sapin
Produits de préservation	Arséniate de cuivre et de chrome (ACC) Pentachlorophénol Créosote Arséniate de cuivre et de zinc ammoniacal (ACZA)	Créosote Créosote/huile	Arséniate de cuivre et de chrome (ACC) Pentachlorophénol Créosote Arséniate de cuivre et de zinc ammoniacal (ACZA)	Arséniate de cuivre et de chrome (ACC)
Clients	Sociétés de services publics Sociétés de télécommunications Sociétés d'État Entrepreneurs	Sociétés de chemins de fer Sociétés minières Industries Entrepreneurs en entretien de chemins de fer	Ministères – Transports – Travaux publics – Forêts – Ports Entrepreneurs Industries Grossistes Détaillants	Grossistes Marchands de bois
Marchés géographiques	Canada États-Unis Mexique Amérique centrale Amérique du Sud Moyen-Orient Afrique Asie Antilles	Canada États-Unis Amérique du Sud	Canada États-Unis	Canada

## Mission

Stella-Jones a pour objectif de s'élever au rang de chef de file du secteur de la préservation du bois et d'être un modèle de société responsable et respectueuse de l'environnement.

C'est en priorisant la satisfaction de la clientèle, une gamme de produits de base et des segments de marché clés, et en misant sur sa capacité d'innover et d'optimiser ses ressources que Stella-Jones compte réaliser cette ambition.

La Société s'est engagée à fournir à ses employés un milieu de travail sécuritaire et respectueux de l'individu et à récompenser également la recherche de solutions, l'esprit d'initiative et la poursuite d'un rendement toujours meilleur.

Les résultats de Stella-Jones en 2001 ont été extrêmement décevants. Cependant, ces résultats sont imputables à nombre de facteurs, dont plusieurs, externes, totalement hors du contrôle de la Société. Pensons au ralentissement économique, puis à la récession au Canada et aux États-Unis, aux difficultés que traverse l'industrie mondiale des produits forestiers, et à la vigueur des dollars canadien et US face à l'euro et à son incidence négative sur nos marges bénéficiaires à l'exportation.

Dans ce contexte peu reluisant, nous jugeons encourageant d'avoir réalisé un bénéfice, aussi modeste soit-il, en 2001. Nous avons ainsi maintenu la bonne feuille de route de l'entreprise, qui n'a jamais enregistré de perte, ni sous sa forme actuelle de Stella-Jones ni sous celle de division de traitement du bois de Domtar à l'époque.

En avril 2001, M. George Kosanovich a démissionné de son poste de président et chef de l'exploitation. Je le remercie des années qu'il a consacrées à notre entreprise et à l'ensemble de l'industrie. M. Brian McManus a été choisi pour lui succéder en date du 1<sup>er</sup> juin 2001. M. McManus connaît bien les activités de la Société, pour avoir participé en 1999 à une étude sur Stella-Jones dans le cadre d'un MBA pour gens d'affaires et comme associé de la firme de conseillers financiers de la Société.

Au vu du ralentissement économique du deuxième semestre de l'exercice, nous nous sommes attachés à réorienter nos activités, à resserrer les contrôles des stocks, à intensifier notre programme de réduction des coûts dans tous nos centres d'exploitation, et à abandonner les activités peu rentables dans certains d'entre eux. Les résultats de ces mesures sont à ce jour très positifs, et déjà des bénéfices en ressortent clairement. Aussi le conseil attend-il une amélioration progressive de la rentabilité au cours de l'année 2002. Nous prévoyons enregistrer un bénéfice beaucoup plus satisfaisant à la fin de l'année, en dépit de la faiblesse persistante des échanges commerciaux dans nos principaux marchés.

Vu les résultats décevants de l'exercice, le conseil a décidé de ne pas recommander le versement de dividendes pour 2001.

M. Ray McManus est associé à Stella-Jones depuis la création de la Société en 1992, et siégeait au conseil depuis 1994. Il a démissionné de son poste d'administrateur en date du 16 mai 2001. Au nom du conseil, je souhaite le remercier de son apport précieux et de son engagement indéfectible envers la Société pendant son mandat. Son siège d'administrateur a été comblé par M. George Bunze, vice-président du conseil et chef des services financiers de Kruger inc. Nous nous estimons privilégiés de compter parmi nous un membre si respecté du milieu nord-américain des produits forestiers.

Je souhaite également remercier tous les employés de leur travail acharné et de leur engagement soutenu au cours d'une année difficile. Enfin, je désire rassurer notre clientèle que les mesures de redressement que nous avons adoptées et dont nous poursuivons l'application avec rigueur, renforceront la position de la Société ainsi que les services que nous offrons à nos clients.

**(Signé)**

Le président du conseil et chef de la direction,  
Tom A. Bruce Jones



# Notre nouvelle stratégie d'affaires est fondée sur physiques et financières et leur corrélation étroite dans chacun de nos segments de marché.

Dans le contexte de faiblesse économique généralisée en 2001, la Société a enregistré des résultats décevants. Les ventes sont demeurées relativement stables, se chiffrant à 87,8 M\$ contre 87,0 M\$ en 2000, mais la pression accrue sur les marges bénéficiaires a fait chuter le bénéfice net à 488 000 \$, soit 0,05 \$ par action, de 3,2 M\$ ou 0,35 \$ par action qu'il était un an plus tôt. Ces résultats ne sauraient donc satisfaire la direction ni nos actionnaires.

Stella-Jones poursuit ses activités dans un climat de concurrence croissante, sur les marchés nord-américains de même que sur les marchés des exportations. La Société doit donc plus que jamais s'imposer comme entreprise à faible coût de revient, et c'est pourquoi nous avons accéléré la réalisation du programme de réduction des coûts et d'amélioration de l'exploitation, entrepris en 1999.

En outre, au cours du deuxième semestre de 2001, nous avons procédé à l'examen stratégique de l'ensemble de nos activités, de nos segments de marché et de notre capacité concurrentielle sur l'ensemble du marché des produits de bois traité. Par suite de cet examen exhaustif, nous avons modifié notre stratégie de mise en marché, afin de nous centrer davantage sur nos gammes de produits de base et de poursuivre la rationalisation de notre production, tout en maintenant les efforts de réduction des coûts.

## **Une nouvelle stratégie d'affaires**

Nous estimons que les décisions et les mesures adoptées vers la fin de l'exercice 2001 contribueront de façon marquée à une plus grande rentabilité de la Société au cours des années à venir.

Nous avons comprimé l'ensemble de nos activités afin d'en accroître l'efficacité et d'en réduire les coûts. Notre objectif est de faire plus avec moins. La centralisation de certaines fonctions, et la rationalisation et l'amélioration d'autres fonctions nous ont permis de réduire considérablement nos charges fixes et administratives pour 2002. Par ailleurs, nous avons revu notre travail d'équipe et notre mode de répartition des tâches, ce qui, conjugué à la révision des activités, s'est traduit par une réduction des coûts directs et variables.

L'examen de nos divers segments de marché nous a permis d'évaluer leur contribution réelle et individuelle. Nous comptons à l'avenir centrer nos efforts de commercialisation, à l'échelle nationale et internationale, sur les segments de marché où nous pourrions dégager de bonnes marges bénéficiaires compte tenu des coûts et des risques afférents.



# L'optimisation de nos ressources avec les possibilités offertes

05

Outre leur incidence positive sur le bénéfice net, ces initiatives libéreront des liquidités qui étaient jusqu'alors immobilisées par les niveaux plus élevés de fonds de roulement. Le redressement de notre situation de trésorerie et la réduction de nos dépenses en immobilisations en 2002 sont gages d'une saine situation financière dans l'avenir.

Au cours de la prochaine année, nous poursuivrons notre programme d'optimisation des ressources physiques et financières, et leur corrélation étroite avec chacun de nos segments de marché. Notre objectif immédiat est de maximiser la rentabilité et de réduire la dette à court terme. À mesure que s'améliorera notre situation financière, nous réévaluerons l'utilisation optimale des ressources afin de tirer parti de toute occasion intéressante de croissance.

## La création de valeur avant tout

L'évolution constante de nos marchés et celle de la réglementation au chapitre environnemental nous mènent à réévaluer périodiquement notre position. Nous demeurerons vigilants à l'égard de notre capacité concurrentielle, de nos activités et de notre clientèle, de manière à saisir les occasions de créer de la valeur pour nos actionnaires.

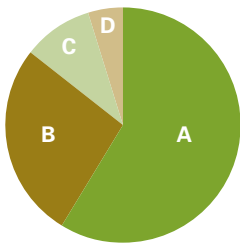
Je tiens à remercier ici tous nos employés, dont le soutien et le professionnalisme ont largement contribué à l'implantation de notre nouvelle stratégie d'affaires. Nous sommes convaincus que les mesures adoptées aujourd'hui sont gages d'un avenir prometteur pour notre entreprise, nos clients et nos actionnaires.

## (Signé)

Le président et chef de l'exploitation,  
Brian McManus

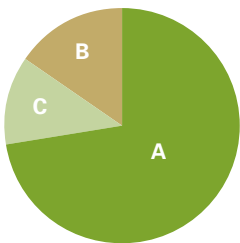
## Ventes par produit

(% de revenus)



- A Poteaux de bois  
**58 %**
- B Traverses de chemin de fer  
**27 %**
- C Bois traité à usage industriel  
**10 %**
- D Bois à usage résidentiel  
**5 %**

## Répartition des ventes par secteur géographique



- A Canada  
**73 %**
- B États-Unis  
**15 %**
- C Ailleurs dans le monde  
**12 %**

## Analyse par la direction

### Résultats d'exploitation

Les ventes de l'exercice terminé le 31 décembre 2001 ont totalisé 87,8 M\$, contre 87,0 M\$ un an plus tôt. Les résultats de 2001 comprennent la contribution pendant un exercice complet de Guelph Utility Pole Company Ltd. (« Guelph »), acquise le 31 mars 2000, contre les ventes sur neuf mois incluses dans les résultats de l'exercice 2000.

La faible augmentation des ventes, de 1 % par rapport à l'exercice précédent, a été réalisée en dépit de la baisse marquée des ventes à l'exportation, de bois de construction à usage résidentiel et de bois traité à usage industriel. Toutefois, ces baisses ont été plus que compensées par la demande vigoureuse de traverses de chemin de fer dans l'est du Canada et par la hausse des ventes de poteaux aux sociétés de services publics dans l'ensemble du marché canadien. Les ventes de bois à usage résidentiel de Guelph en Ontario ont aidé à contrebalancer la baisse des ventes sur ce marché au Québec et dans les Maritimes. Les ventes de traverses de chemin de fer ont augmenté de 3,3 M\$, soit 16,4 %, par rapport aux ventes inscrites en 2000, tandis que les ventes de poteaux aux sociétés de services publics ont augmenté de 0,9 M\$, soit 2 %, au Canada pendant cette période. Les ventes à l'exportation ont pour leur part baissé de 2,5 M\$, soit 19,3 %, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001. Enfin, les ventes de bois traité à usage industriel et de bois de construction à usage résidentiel ont globalement baissé de 1,1 M\$, soit 7,7 %, en 2001 par rapport à l'exercice précédent.

Les ventes aux États-Unis ont augmenté de 1,5 M\$, soit 12,9 %, par rapport aux résultats de 2000, tandis qu'au Canada, les ventes enregistraient une hausse de 1,8 M\$, ou 2,9 %, pour la même période. La baisse des ventes à l'exportation traduit la concurrence accrue que livrent les nouvelles sociétés sur ce marché traditionnel de Stella-Jones, ainsi que la vigueur relative du dollar canadien par rapport à l'euro.

La marge brute a baissé en pourcentage des ventes, dont elle représente 12,7 % en 2001, contre 16,9 % un an plus tôt. Cette baisse est essentiellement attribuable à l'érosion marquée des marges bénéficiaires sur les exportations et à la hausse des coûts du bois non traité et de l'énergie au Canada.

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 6,2 M\$, en hausse de 0,4 M\$ par rapport aux 5,8 M\$ inscrits à la fin de l'exercice 2000. L'inclusion des charges de Guelph pour un exercice complet ainsi que les charges non récurrentes liées à un examen préalable à une acquisition et aux fermetures non prévues d'installations à Delson expliquent cette augmentation.

La dotation aux amortissements a légèrement augmenté pour se fixer à 2,5 M\$, de 2,4 M\$ qu'elle était en 2000. Cette hausse découle essentiellement de la charge d'amortissement liée aux dépenses en immobilisations effectuées aux installations de Guelph et de New Westminster.

Les charges financières ont augmenté de 15 %, passant de 1,6 M\$ en 2000 à 1,8 M\$ à la fin de 2001, en raison principalement du financement de niveaux plus élevés de stocks et de comptes débiteurs par suite de l'acquisition de Guelph et en appui aux ventes à l'exportation.

La charge d'impôts sur le revenu s'est élevée à 0,3 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001, ce qui représente un taux d'imposition réel de 36 %, soit le même taux qu'en 2000.

Le bénéfice net s'est chiffré à 0,5 M\$, ou 0,05 \$ par action, en 2001, de 3,2 M\$ ou 0,35 \$ par action qu'il était un an plus tôt. En termes de pourcentage des ventes, le bénéfice net a baissé à 0,6 % contre 3,6 % en 2000.

#### **Liquidités et ressources en capital**

Les flux de trésorerie provenant de l'exploitation ont baissé à 3,1 M\$ en 2001, de 5,3 M\$ qu'ils étaient en 2000. Les variations du fonds de roulement ont dégagé des liquidités supplémentaires de 0,3 M\$ au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2001, alors que des liquidités de 7,0 M\$ avaient été utilisées en 2000 au titre de variations du fonds de roulement.

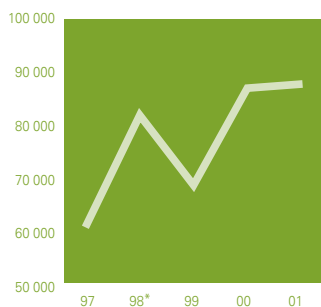
Le fonds de roulement de la Société est demeuré stable par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 20,7 M\$ au 31 décembre 2001. Le ratio du fonds de roulement était pour sa part de 1,54 : 1 au 31 décembre 2001, contre 1,69 : 1 un an plus tôt, ce qu'explique l'augmentation des stocks et des comptes créditeurs et charges. Le ratio d'endettement à long terme est demeuré à un niveau très acceptable de 0,37 : 1 en 2001, contre 0,34 : 1 en 2000.

Entre le 30 juin et le 31 décembre 2001, la Société n'était pas en conformité avec certaines clauses de ratios financiers prévues dans ses facilités bancaires de crédit à l'exploitation et dans ses facilités de crédit à terme alors en vigueur. La Société est demeurée à jour au chapitre de ses obligations de paiements à ses prêteurs. La direction de la Société estimait pouvoir obtenir de meilleures facilités et à des conditions plus favorables, et mieux adaptées à sa situation en matière d'exploitation. Le 15 février 2002, la Société a conclu une nouvelle entente de facilités de crédit avec une autre institution financière. Cette entente prévoit un prêt à l'exploitation remboursable sur demande de 25 M\$ et un emprunt à terme de 5 M\$ qui seront affectés au remboursement des facilités de crédit antérieures. Au cours de la prochaine année, la Société négociera par ailleurs un financement à terme supplémentaire d'environ 1,5 M\$ au moyen de contrats de location-acquisition ou d'emprunts hypothécaires liés aux dépenses en immobilisations effectuées en 2001.

Les stocks s'élevaient à 45,3 M\$ au 31 décembre 2001, en hausse de 8,0 M\$ par rapport aux 37,3 M\$ inscrits à pareille date en 2000. L'augmentation représente la hausse des stocks destinés à l'exportation en vertu de contrats devant être livrés au cours du premier trimestre de 2002, de même que les hausses planifiées dans l'Ouest canadien afin de répondre à la demande attendue.

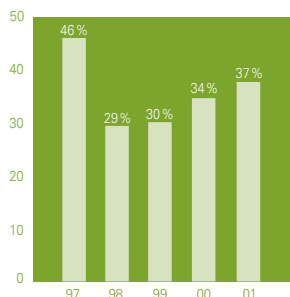
## Ventes

(en milliers de dollars)



\* Inclut les ventes de 14 296 000 \$ liées au verglas de janvier 1998.

## Dettes à long terme en pourcentage de l'actif des actionnaires



Les capitaux propres se sont maintenus à 31,6 M\$ en 2001, ce qui représente une valeur comptable de 3,50 \$ par action.

Les dépenses en immobilisations se sont élevées à 1,9 M\$ en 2001, en baisse de 27 % par rapport aux dépenses de 2,6 M\$ inscrites en 2000. Les principales dépenses en immobilisations de l'exercice sont liées aux installations de Guelph, New Westminster et Truro. Ainsi, des améliorations marquées ont été apportées à Guelph au chapitre de la capacité de manutention des matériaux, et une part importante des dépenses a été affectée à la modernisation de l'équipement à Truro et à New Westminster. Des dépenses en immobilisations de près de 550 000 \$ ont également été effectuées au chapitre environnemental à Guelph et à New Westminster.

## Dividendes

Le 13 mars 2002, le conseil d'administration de la Société a décidé, à la lumière de la rentabilité réduite de la Société en 2001 et de la disponibilité réduite de liquidités, de ne pas déclarer de dividendes en 2002.

## Risques et incertitudes

La direction est d'avis que Stella-Jones pourrait, à l'instar de l'ensemble du secteur, être touchée par une possible baisse de la disponibilité à long terme de bois à prix concurrentiel, et par des fluctuations potentielles du prix du bois. Néanmoins, la Société jouit d'une position concurrentielle enviable au sein de son secteur, et celle-ci est accentuée par sa capacité de s'approvisionner rapidement en bois de charpente de qualité, que lui procurent ses droits de coupe à long terme ainsi que ses relations bien établies avec des propriétaires forestiers et autres fournisseurs.

Il est par ailleurs possible que des modifications considérables soient apportées à la réglementation sur l'environnement, ce qui constitue un autre risque pour la Société. La direction croit cependant que son engagement sur le plan environnemental, en ce qui a trait à ses usines et à l'ensemble de son exploitation, s'il est soutenu par les investissements requis, permettra à Stella-Jones de continuer à respecter les exigences en vigueur en matière de réglementation environnementale.

Enfin, le risque lié aux fluctuations du cours du change n'est pas préoccupant, en raison de la couverture naturelle qui s'opère entre les ventes et les acquisitions effectuées en dollars US. La Société a également recours à des opérations de couverture qui réduisent l'incidence éventuelle d'une fluctuation prononcée de la valeur du dollar canadien.

## Perspectives

L'engagement de la direction à l'endroit de la nouvelle stratégie d'affaires et de commercialisation s'est déjà exprimé par les mesures de rationalisation des marchés et d'optimisation des activités adoptées au deuxième semestre de l'exercice. Outre l'effet immédiat du gel des salaires des employés non syndiqués et des réductions permanentes de la main-d'œuvre dans de nombreuses usines, nous croyons que les résultats financiers progresseront au cours de l'année, à mesure que se matérialiseront les autres mesures d'amélioration et de rationalisation de l'exploitation. Nous nous attaquerons à l'érosion de la marge bénéficiaire subie dans tous nos secteurs d'activité sur une base régionale et par produit, et prendrons les mesures nécessaires pour y remédier.

En 2002, nous continuerons d'axer nos activités de commercialisation sur les secteurs des produits qui pourront dégager des résultats satisfaisants. Cela suppose qu'à l'échelle régionale, il nous faudra nous retirer de la concurrence sur les gammes de produits à faible marge et à coûts élevés. Cela nous permettra en outre de réduire les charges indirectes de fabrication ainsi que les niveaux des stocks des produits complémentaires. Nous sommes conscients que cette approche entraînera une baisse du volume total des ventes, mais également que la marge bénéficiaire sera grandement accrue.

Le bois à usage résidentiel demeure un secteur à fort potentiel de croissance, et nous comptons capitaliser sur la solide présence sur le marché ontarien que nous procure notre filiale Guelph. L'élimination progressive annoncée récemment de l'arsenate de cuivre et de chrome comme agent de préservation du bois à usage résidentiel aux États-Unis, d'ici le 31 décembre 2003, sera très probablement adoptée au Canada également. Nous ne croyons pas que cette décision aura d'incidence négative sur nos activités dans le secteur du bois à usage résidentiel, qui représente à l'heure actuelle environ 5 % des ventes. Les principaux fournisseurs de produits de préservation travaillent actuellement avec Santé Canada en vue de l'approbation d'un autre produit de préservation sans arsenic. Nous serons donc prêts à offrir les services de traitement au moyen de ce nouveau produit de préservation dès qu'il y aura une demande sur le marché.

La concurrence accrue sur nos marchés d'exportation est également source de préoccupation pour 2002. En effet, au regard de la concurrence d'entreprises à faible coût d'Europe de l'Est, d'Afrique du Sud et du Chili, et du taux de change en faveur de l'euro, il est difficile de justifier le risque supplémentaire de desservir adéquatement nos clients à l'étranger tout en finançant des comptes débiteurs. Nous suivrons de près l'évolution dans ce secteur afin de pouvoir saisir toute occasion de réaliser un bénéfice adéquat compte tenu des coûts et des risques engagés.

En 2002, la Société centrera ses efforts d'accroissement de la rentabilité sur l'optimisation de la productivité. La direction s'est engagée à faire de Stella-Jones l'entreprise à plus faible coût et à la fois la plus productive au pays. Nous capitaliserons donc sur notre présence à l'échelle nationale et sur notre taille pour continuer de desservir notre précieuse clientèle de base que sont les sociétés de services publics et les compagnies de chemins de fer. De plus, chacune de nos usines régionales travaillera à affirmer sa position concurrentielle dans son marché local. Nous voyons là un bon potentiel de croissance à court terme.

À mesure que se renforcera notre situation financière et qu'augmenteront les rentrées de fonds au cours de l'année, nous pourrons reprendre la recherche d'acquisitions opportunes. En effet, nous croyons toujours que la consolidation de notre industrie est inévitable et nous comptons y jouer un rôle de premier plan.

**Aux actionnaires de  
Stella-Jones Inc.**

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Stella-Jones Inc. aux 31 décembre 2001 et 2000 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2001 et 2000 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

(signé)

PricewaterhouseCoopers s.r.l.  
Comptables agréés  
Montréal (Québec)  
Le 15 février 2002

**Bilans consolidés**

aux 31 décembre 2001 et 2000

	2001 \$	2000 \$
<b>Actif</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Comptes débiteurs (notes 4 et 7)	10 377 778	11 509 848
Stocks (notes 5 et 7)	45 315 782	37 347 768
Frais payés d'avance	1 924 084	1 221 059
Impôts sur le revenu	459 097	731 122
Impôts futurs (note 9a))	578 000	907 000
	<b>58 654 741</b>	51 716 797
<b>Immobilisations corporelles</b> (notes 6 et 7)	<b>22 012 730</b>	22 608 919
<b>Impôts futurs</b> (note 9a))	<b>187 000</b>	168 000
	<b>80 854 471</b>	74 493 716
<b>Passif</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Endettement bancaire (note 7a))	16 230 749	18 279 045
Comptes créditeurs et charges	16 906 361	9 169 403
Impôts sur le revenu	—	418 768
Partie à court terme de la dette à long terme (note 7)	4 848 569	2 763 240
	<b>37 985 679</b>	30 630 456
<b>Dette à long terme</b> (note 7)	<b>6 994 790</b>	7 855 103
<b>Impôts futurs</b> (note 9a))	<b>3 726 000</b>	3 965 000
<b>Avantages sociaux futurs</b> (note 10)	<b>533 043</b>	473 199
	<b>49 239 512</b>	42 923 758
<b>Capitaux propres</b>		
<b>Capital-actions</b> (note 8)	<b>16 480 200</b>	16 296 602
<b>Bénéfices non répartis</b>	<b>15 134 759</b>	15 273 356
	<b>31 614 959</b>	31 569 958
	<b>80 854 471</b>	74 493 716

Approuvé par le Conseil,

**(Signé)**

**Tom A. Bruce Jones**  
Directeur

**(Signé)**

**Richard Bélanger**  
Directeur

Résultats consolidés

	2001 \$	2000 \$
pour les exercices terminés les 31 décembre 2001 et 2000		
<b>Ventes</b>	<b>87 828 972</b>	87 044 980
<b>Dépenses</b>		
Coût des ventes	76 630 823	72 341 628
Frais de vente et d'administration	6 153 355	5 775 277
Amortissement des immobilisations corporelles	2 479 554	2 430 306
	<b>85 263 732</b>	80 547 211
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>2 565 240</b>	6 497 769
<b>Frais de financement</b> (note 7h)	<b>1 798 523</b>	1 567 230
<b>Bénéfice avant les impôts sur le revenu</b>	<b>766 717</b>	4 930 539
<b>Charge d'impôts sur le revenu</b> (note 9b)		
Exigibles	208 000	2 121 000
Futurs	71 000	(345 998)
	<b>279 000</b>	1 775 002
<b>Bénéfice net de l'exercice</b>	<b>487 717</b>	3 155 537
<b>Bénéfice net par action ordinaire</b> (note 8b)	<b>0,05</b>	0,35
<b>Bénéfice net dilué par action ordinaire</b> (notes 2a) et 8b))	<b>0,05</b>	0,35

Bénéfices non répartis consolidés

	2001 \$	2000 \$
pour les exercices terminés les 31 décembre 2001 et 2000		
<b>Solde au début de l'exercice</b>		
Solde déjà établi	15 273 356	13 151 765
Modification d'une convention comptable (note 2b))	—	(266 037)
Solde redressé	<b>15 273 356</b>	12 885 728
Bénéfice net de l'exercice	<b>487 717</b>	3 155 537
Excédent du prix de rachat des actions ordinaires sur leur capital versé (note 8e))	—	(124 557)
Dividendes sur les actions ordinaires	<b>(626 314)</b>	(643 352)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>15 134 759</b>	15 273 356



**Flux de trésorerie consolidés**

	2001 \$	2000 \$
pour les exercices terminés les 31 décembre 2001 et 2000		
<b>Flux de trésorerie liés aux</b>		
<b>Activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net de l'exercice	487 717	3 155 537
Ajustements pour		
Amortissement des immobilisations corporelles	2 479 554	2 430 306
Gain à l'aliénation d'immobilisations corporelles	(34 592)	(10 700)
Avantages sociaux futurs	59 844	58 162
Impôts futurs	71 000	(345 998)
	<b>3 063 523</b>	<b>5 287 307</b>
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Diminution (augmentation) des		
Comptes débiteurs	1 132 070	(891 411)
Stocks	(7 968 014)	(216 503)
Frais payés d'avance	(703 025)	(194 191)
Impôts sur le revenu	272 025	(731 122)
Augmentation (diminution) des		
Comptes créditeurs et charges (note 6b))	7 999 534	(4 326 890)
Impôts sur le revenu	(418 768)	(654 485)
	<b>313 822</b>	<b>(7 014 602)</b>
	<b>3 377 345</b>	<b>(1 727 295)</b>
<b>Activités de financement</b>		
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire	(2 048 296)	11 546 273
Augmentation de la dette à long terme	4 000 000	1 841 034
Versements sur la dette à long terme	(3 032 374)	(4 792 526)
Émissions d'actions ordinaires	183 598	87 063
Rachat d'actions ordinaires	—	(753 171)
Dividendes	(626 314)	(643 352)
	<b>(1 523 386)</b>	<b>7 285 321</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition d'une entreprise (note 3)	—	(3 213 547)
Nouvelles immobilisations corporelles (note 6b))	(1 903 959)	(2 355 179)
Produit à l'aliénation d'immobilisations corporelles	50 000	10 700
	<b>(1 853 959)</b>	<b>(5 558 026)</b>
<b>Variation nette des espèces et quasi-espèces au cours de l'exercice</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>Espèces et quasi-espèces au début et à la fin de l'exercice</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>Informations supplémentaires</b>		
Intérêts payés	1 794 120	1 648 779
Impôts sur le revenu payés	344 177	3 499 107

## **1 Principales conventions comptables**

### **Périmètre de consolidation**

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de sa filiale, Guelph Utility Pole Company Ltd., préparés selon la méthode de l'achat pur et simple.

### **Incertitude relative à la mesure**

La préparation des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs comptabilisés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels aux dates des états financiers et des montants des revenus et des dépenses comptabilisés durant les exercices. Les résultats réels peuvent varier de ces estimations. Les estimations sont revues de façon périodique et si des ajustements sont nécessaires, ils sont comptabilisés à l'état des résultats lorsqu'ils deviennent connus.

### **Juste valeur des instruments financiers**

La Société a évalué la juste valeur marchande de ses instruments financiers en se basant sur les taux d'intérêt actuels, la valeur au marché et le coût actuel d'instruments financiers assortis de conditions similaires. À moins d'indication contraire, la valeur comptable de ces instruments financiers, en particulier ceux à court terme tels les espèces et quasi-espèces, les comptes débiteurs et les comptes créditeurs et charges, se rapproche de leur juste valeur marchande.

### **Constatation des produits**

Les ventes sont constatées à la livraison des biens si les conditions de paiement ne sont pas assujetties à une clause d'acceptation. Dans les cas où il existe une période d'acceptation, les produits sont constatés au moment de l'acceptation par le client.

### **Espèces et quasi-espèces**

Les espèces et quasi-espèces se composent des espèces en caisse, des soldes bancaires et des placements à court terme liquides, dont l'échéance est égale ou inférieure à trois mois.

### **Stocks**

Les stocks de matières premières sont évalués au moindre du coût moyen et du coût de remplacement. Les produits finis sont évalués au moindre du coût moyen et de la valeur de réalisation nette et incluent le coût des matières premières, de la main-d'œuvre directe et des frais généraux de fabrication.

### **Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire en utilisant des taux basés sur la durée de vie utile des actifs qui sont généralement les suivants :

Bâtiments	jusqu'à 40 ans
Équipements de production, d'antipollution et de bureau et matériel roulant	de 2 ans à 20 ans

### **Impôts sur le revenu**

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur le revenu. Selon cette méthode, les impôts futurs sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt futur à la date du bilan. Les actifs d'impôts sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

### **Avantages sociaux futurs**

Le coût des avantages complémentaires de retraite gagnés par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses économiques et démographiques les plus probables selon la direction.

### **Conversion de devises étrangères**

Les transactions en devises étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et les passifs monétaires en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains ou les pertes de conversion sont inclus dans les résultats.

## **2 Modifications de conventions comptables**

- Le 1<sup>er</sup> janvier 2001, la Société a adopté les recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») en ce qui a trait au calcul du bénéfice par action. Conformément aux dispositions de transition de la nouvelle norme, la Société a retraité le bénéfice net dilué par action ordinaire de l'exercice précédent. L'adoption des recommandations a eu pour effet d'augmenter de 0,01 \$ le bénéfice net dilué par action ordinaire de 2000.
- Le 1<sup>er</sup> janvier 2000, la Société a adopté les recommandations de l'ICCA en ce qui a trait à la comptabilisation des avantages sociaux futurs. Conformément aux dispositions de transition de la nouvelle norme, la Société a appliqué les recommandations de manière rétroactive sans redressement des exercices correspondants. L'effet cumulatif de l'adoption de la nouvelle norme, au montant de 415 037 \$ (266 037 \$ déduction faite des impôts), a été porté en réduction du solde d'ouverture des bénéfices non répartis de l'exercice.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

### 3 Acquisition d'une entreprise

Le 31 mars 2000, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Guelph Utility Pole Company Ltd. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple. Les résultats d'exploitation de Guelph Utility Pole Company Ltd. ont été inclus dans les états financiers consolidés à partir du 1<sup>er</sup> avril 2000. L'actif net acquis se détaille comme suit :

	\$
<b>Actif acquis</b>	
Actif à court terme	6 531 157
Immobilisations corporelles	7 214 542
	13 745 699
<b>Passif pris en charge</b>	
Passif à court terme	5 264 338
Impôts futurs	1 537 998
Dette à long terme	1 004 816
	7 807 152
	5 938 547
<b>Contrepartie</b>	
Encaisse, y compris les frais de transaction de 288 547 \$	3 213 547
Billet à payer (note 7b))	2 725 000
	5 938 547

### 4 Comptes débiteurs

	2001 \$	2000 \$
Clients	9 545 947	10 702 566
Autres	831 831	807 282
	10 377 778	11 509 848

### 5 Stocks

	2001 \$	2000 \$
Matières premières	30 034 468	27 472 659
Produits finis	15 281 314	9 875 109
	45 315 782	37 347 768

### 6 Immobilisations corporelles

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	2001 Montant net \$
Bâtiments	4 720 231	978 972	3 741 259
Équipements de production	21 446 236	7 827 235	13 619 001
Matériel roulant	1 085 137	903 564	181 573
Équipements antipollution	6 391 207	2 005 760	4 385 447
Équipements de bureau	591 468	506 018	85 450
	34 234 279	12 221 549	22 012 730
			2000
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Montant net \$
Bâtiments	4 651 514	754 607	3 896 907
Équipements de production	20 502 717	6 190 887	14 311 830
Matériel roulant	1 214 007	949 502	264 505
Équipements antipollution	5 655 508	1 646 014	4 009 494
Équipements de bureau	591 468	465 285	126 183
	32 615 214	10 006 295	22 608 919

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

### 6 Immobilisations corporelles (suite)

- a) Les immobilisations corporelles incluent les biens acquis en vertu de contrats de location-acquisition dont le coût s'établit à 1 449 665 \$ et l'amortissement cumulé à 726 741 \$ (respectivement 3 748 409 \$ et 1 986 295 \$ en 2000).
- b) Au cours de l'exercice, des immobilisations corporelles ont été acquises à un coût total de 1 898 773 \$ (2 647 415 \$ en 2000), dont des immobilisations corporelles pour un montant de 257 390 \$ acquises au moyen de contrats de location-acquisition et de 182 608 \$ (445 184 \$ en 2000) acquises par la prise en charge de comptes créditeurs et charges directement liés. Des décaissements totalisant 1 903 959 \$ (2 355 179 \$ en 2000) ont été effectués pour l'achat des immobilisations corporelles.
- c) Au 31 décembre 2001, la valeur comptable nette des immobilisations corporelles qui n'ont pas été mises en service s'élevait à 269 838 \$ (683 408 \$ en 2000).

### 7 Dette à long terme

	2001 \$	2000 \$
Emprunt à terme non renouvelable (note 7a))	7 000 000	3 000 000
Billet à payer (note 7b))	1 771 250	2 316 250
Prêts des actionnaires ultimes, non garantis et subordonnés, portant intérêt au taux de 8,5 %, remboursables en 2003	900 000	900 000
Emprunts hypothécaires (note 7c))	1 498 003	2 386 873
Prêt à demande, remboursé durant l'exercice	—	1 145 000
Obligation en vertu de contrats de location-acquisition (note 7g))	674 106	870 220
	<b>11 843 359</b>	10 618 343
Moins la partie à court terme	<b>4 848 569</b>	2 763 240
	<b>6 994 790</b>	7 855 103

- a) Du 30 juin 2001 au 31 décembre 2001, la Société était en défaut concernant certaines clauses restrictives incluses dans ses facilités de crédit en vigueur à ces dates. Le 15 février 2002, la Société a conclu de nouvelles facilités de crédit, avec une nouvelle institution bancaire, comprenant un crédit d'exploitation sur demande de 25 000 000 \$, incluant une facilité pour les cautions de soumission et de bonne fin jusqu'à concurrence de 5 000 000 \$, et un emprunt à terme non renouvelable de 5 000 000 \$. Ces emprunts seront utilisés pour rembourser les anciennes facilités.

Le crédit d'exploitation sur demande portera intérêt au taux préférentiel de l'institution bancaire majoré de 0,75 % ou au taux de base US majoré de 0,75 % ou au TIOL (LIBOR) majoré de 2,25 %. L'emprunt à terme non renouvelable portera intérêt au taux préférentiel de l'institution bancaire majoré de 1,25 % ou au coût fixe des fonds de l'institution bancaire majoré de 2,25 % et est remboursable en quatre versements semestriels égaux de 1 250 000 \$ débutant le 1<sup>er</sup> juillet 2002, ou sur demande dans le cas d'un changement défavorable significatif dans la situation ou dans les perspectives financières de la Société. En vertu des anciennes facilités, l'emprunt à terme portait intérêt à un taux moyen pondéré de 4,5 % au 31 décembre 2001 (8,0 % au 31 décembre 2000).

Une hypothèque mobilière de premier rang sur l'universalité des biens de la Société et une garantie de premier rang en faveur de l'institution bancaire en vertu de l'article 427 de la Loi sur les banques seront portées en garantie de la nouvelle facilité. La Société doit également respecter certaines clauses restrictives afférentes à cette facilité.

- b) Dans le cadre de l'acquisition de Guelph Utility Pole Company Ltd., la Société a émis au vendeur un billet portant intérêt au taux préférentiel, avec un taux plancher de 5 % et un taux plafond de 7 %, et remboursable en versements trimestriels de 136 250 \$.
- c) Les emprunts hypothécaires portent intérêt au taux moyen pondéré de 7,9 % au 31 décembre 2001 (7,9 % au 31 décembre 2000) et sont garantis par des hypothèques sur certaines immobilisations. Les emprunts sont remboursables en versements mensuels et viennent à échéance à différentes dates jusqu'en février 2004.
- d) Les comptes débiteurs et les stocks ont également été portés en garantie des cautions de soumissions et de bonne fin.
- e) La juste valeur de la dette à long terme a été estimée à 11 609 363 \$ au 31 décembre 2001 (10 304 199 \$ au 31 décembre 2000) selon l'actualisation des flux monétaires futurs aux taux d'intérêt disponibles à la Société pour des émissions comportant des conditions et échéances moyennes similaires.
- f) Les versements globaux pour les paiements de la dette à long terme, excluant l'obligation en vertu de contrats de location-acquisition requis durant chacun des quatre prochains exercices afin de satisfaire aux exigences de remboursement, s'établissent comme suit :

	\$
Exercices se terminant les 31 décembre	
2002	4 550 230
2003	4 598 310
2004	1 884 463
2005	136 250
	<b>11 169 253</b>

## 7 Dette à long terme (suite)

g) Les paiements minimaux futurs découlant de contrats de location-acquisition sont les suivants :

	\$
Exercices se terminant les 31 décembre 2002	337 123
2003	227 442
2004	150 049
2005	24 521
<b>Total des loyers minimaux futurs</b>	<b>739 135</b>
Moins les intérêts (au taux moyen pondéré de 7,1 %)	65 029
<b>Solde de l'obligation</b>	<b>674 106</b>
Moins la partie à court terme	298 339
	<b>375 767</b>

h) Les frais de financement se détaillent comme suit :

	2001 \$	2000 \$
Intérêts sur la dette à long terme	<b>764 889</b>	944 715
Autres intérêts	<b>1 033 634</b>	622 515
	<b>1 798 523</b>	1 567 230

## 8 Capital-actions

a) Le capital-actions comprend ce qui suit :

Autorisé en nombre illimité

Actions privilégiées pouvant être émises en séries

Actions ordinaires

Émis

	Actions	2001 \$	Actions	2000 \$
Solde au début de l'exercice	<b>8 947 348</b>	<b>16 296 602</b>	9 244 764	16 838 153
Régime d'options	<b>80 000</b>	<b>155 675</b>	38 000	68 400
Régime d'achat d'actions	<b>16 114</b>	<b>27 923</b>	9 713	18 663
Rachat d'actions dans le cours normal des activités	—	—	(345 129)	(628 614)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>9 043 462</b>	<b>16 480 200</b>	8 947 348	16 296 602

b) Le bénéfice net par action ordinaire est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice net dilué par action ordinaire est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice en considérant l'effet de dilution des options d'achat d'actions et autres titres dilutifs calculé selon la méthode du rachat d'actions.

Le tableau suivant présente le rapprochement du bénéfice net par action ordinaire et du bénéfice net dilué par action ordinaire :

	2001 \$	2000 \$
Bénéfice net se rapportant aux actions ordinaires	<b>487 717</b>	3 155 537
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	<b>9 002 112</b>	9 027 963
Effet de dilution des options d'achat d'actions	<b>13 309</b>	59 375
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	<b>9 015 421</b>	9 087 338
Bénéfice net par action ordinaire	<b>0,05</b>	0,35
Bénéfice net dilué par action ordinaire	<b>0,05</b>	0,35

c) Régime d'options d'achat d'actions

La Société a un régime d'options d'achat d'actions à l'intention des membres du conseil d'administration, de la direction et du personnel, en vertu duquel le conseil d'administration ou un comité nommé à cette fin pourra, de temps à autre, octroyer aux membres du conseil, de la direction ou du personnel de la Société, des options d'achat d'actions ordinaires selon le nombre, les modalités et les prix de levée que le conseil ou ce comité pourra déterminer. Le but de ce régime est de garantir à la Société et à ses actionnaires, les avantages incitatifs inhérents à la propriété d'actions par les membres du conseil, de la direction et du personnel de la Société.

En vertu du régime d'options d'achat d'actions instauré le 13 juin 1994 et amendé le 3 mai 1995 et le 15 mars 2001, le nombre total d'actions ordinaires à l'égard desquelles des options pourront être octroyées est de 800 000, et aucun porteur d'une option ne pourra détenir des options d'achat d'actions ordinaires excédant 5 % du nombre d'actions ordinaires en circulation. Le cinquième des options octroyées peut être levé pendant chaque année suivant la date de l'octroi. Le prix de levée d'une option ne sera pas inférieur au cours de clôture des actions ordinaires à la Bourse de Toronto le dernier jour de bourse précédant le moment où l'option est octroyée, et la durée de l'option ne pourra dépasser dix ans. Les options seront incessibles et seront caduques à la cessation de l'emploi auprès de la Société.

## 8 Capital-actions (suite)

Aucune charge n'est constatée à l'égard du régime lorsque des options sont émises. Toute contrepartie payée lors de l'exercice des options est portée au crédit du capital-actions.

Le tableau suivant présente l'évolution du nombre d'options en circulation :

	2001		2000	
	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée \$	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée \$
En circulation au début de l'exercice	484 100	2,06	554 300	2,16
Octroyées	322 495	2,16	15 000	2,20
Annulées	(227 500)	1,93	(47 200)	3,53
Levées	(80 000)	1,95	(38 000)	1,80
En circulation à la fin de l'exercice	499 095	2,19	484 100	2,06
Options pouvant être levées à la fin de l'exercice	223 099	2,24	326 600	2,11

Les options suivantes étaient en circulation au 31 décembre 2001 :

Options en circulation			Options en circulation		
Accordées en	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée \$	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée \$	Année d'expiration
1995	41 600	3,28	41 600	3,28	2005
1996	37 500	2,10	37 500	2,10	2006
1997	52 500	1,76	52 500	1,76	2007
1998	15 000	1,93	12 000	1,93	2008
1999	15 000	1,93	9 000	1,93	2009
2000	15 000	2,20	6 000	2,20	2010
2001	322 495	2,16	64 499	2,16	2011
	499 095		223 099		

### d) Régime d'achat d'actions des employés

Le nombre total d'actions ordinaires réservées pour le régime d'achat d'actions des employés est de 120 000. En vertu du régime, les employés peuvent acheter des actions ordinaires de la Société à un prix équivalant à 90 % de la valeur du marché. En 2001, 16 114 actions (9 713 en 2000) ont été émises pour ce régime à un prix moyen de 1,73 \$ par action (1,92 \$ en 2000). Au 31 décembre 2001, le nombre total d'actions émises en vertu de ce régime est de 84 691 (68 577 au 31 décembre 2000).

### e) Rachat d'actions dans le cours normal des activités

En 1999, la Société a commencé un programme de rachat d'actions dans le cours normal de ses activités pour un maximum de 465 573 de ses actions ordinaires jusqu'au 14 septembre 2000. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2000, la Société a procédé au rachat de 345 129 actions ordinaires pour un montant de 753 178 \$. L'excédent du prix de rachat sur le capital versé de ces actions a été imputé aux bénéfices non répartis.

## 9 Impôts sur le revenu

- a) Les actifs d'impôts futurs à court terme résultent principalement des charges courues, les actifs d'impôts futurs à long terme résultent principalement des avantages sociaux futurs et les passifs d'impôts futurs à long terme résultent principalement des immobilisations corporelles.
- b) Les taux réels d'impôt sur le revenu diffèrent des taux de base fédéral et provincial pour les raisons suivantes :

	2001 %	2000 %
Taux fédéral de base moins la déduction provinciale	29,12	29,12
Taux combiné d'imposition provinciale	13,31	13,55
Déduction de fabrication et de transformation	42,43	42,67
Autres	(8,09)	(7,31)
Taux réel d'impôt sur le revenu	36,39	36,00

## 10 Avantages sociaux futurs

La Société offre à ses retraités des régimes collectifs d'assurance-vie et d'assurances de soins médicaux et dentaires. Ces régimes sont sans capitalisation.

a) Les tableaux qui suivent présentent les informations relatives aux avantages sociaux futurs de la Société, établies par des actuaires indépendants :

	2001 \$	2000 \$
<b>Évolution de l'obligation au titre des prestations constituées</b>		
Solde au début de l'exercice	473 199	415 037
Coût des services rendus au cours de l'exercice	27 972	26 044
Intérêts débiteurs	35 893	32 118
Prestations versées	(4 021)	—
Perte actuarielle	78 330	—
Solde à la fin de l'exercice	611 373	473 199
<b>Obligation nette à la fin de l'exercice</b>		
Obligation nette à la fin de l'exercice	611 373	473 199
Moins la perte actuarielle non amortie	78 330	—
<b>Passif au titre des prestations constituées</b>		
	533 043	473 199
<b>Composante de la charge de l'exercice</b>		
Coût des services rendus au cours de l'exercice	27 972	26 044
Intérêts débiteurs	35 893	32 118
Charge nette	63 865	58 162

b) Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :

	2001	2000
Taux d'actualisation	6,50%	7,40%
Taux de croissance de la rémunération	4,50%	4,50%

Aux fins de l'évaluation, un taux de croissance annuelle hypothétique du coût par employé des soins médicaux couverts par les régimes de 9 % a été présumé pour 2001. Selon l'hypothèse retenue, ce taux devrait diminuer de 1 % par année pour atteindre 5 % en 2005 et demeurer à ce niveau par la suite.

## 11 Éventualités et engagements

a) La Société a émis des garanties de 4 226 694 \$ (4 572 384 \$ au 31 décembre 2000) en vertu de diverses cautions de soumissions et de bonne fin.

b) Au 31 décembre 2001, la Société n'a pas émis de lettre de crédit pour des achats futurs (1 478 225 \$ au 31 décembre 2000).

c) Les loyers minimaux futurs à verser en vertu de contrats de location-exploitation sont les suivants :

	\$
Exercices se terminant les 31 décembre	
2002	500 936
2003	333 090
2004	85 576
2005	70 000
2006	70 000
Par la suite	2 000 000
	3 059 602

d) Les activités de la Société sont assujetties aux lois et règlements fédéraux et provinciaux en matière d'environnement qui régissent, entre autres, les émissions atmosphériques, la gestion des déchets et l'évacuation des effluents. La Société prend des mesures pour se conformer à ces lois et règlements. Par contre, ces mesures sont soumises aux incertitudes dues aux changements dans les exigences légales, de leur mise en application et de la mise au point des procédés technologiques.

## 12 Instruments financiers

### Risques de change

La Société est exposée aux risques de change en raison de ses exportations de biens fabriqués au Canada. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats.

### Risques de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2001, la Société est exposée à un risque de taux d'intérêt sur la dette à long terme, car 74 % (61 % au 31 décembre 2000) de la dette à long terme de la Société est à taux variables.

### Risques de crédit

La répartition géographique de la clientèle de la Société et les procédures de gestion des risques commerciaux ont pour conséquence de limiter toute concentration de risque de crédit.

Les comptes clients de la Société comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie. La Société réduit ce risque en traitant majoritairement avec des sociétés de services publics et de télécommunications, ainsi qu'avec de grandes entreprises.

## 13 Opérations entre apparentés

La Société a conclu les opérations suivantes avec des apparentés :

	2001 \$	2000 \$
Actionnaire majoritaire		
Honoraires payés pour services marketing et techniques	200 000	200 000
Frais facturés	—	(200 000)
Actionnaires ultimes		
Honoraires payés pour services marketing et techniques	100 000	100 000
Intérêts sur prêts	141 263	140 634

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange, soit le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

Au 31 décembre, le bilan inclut les montants suivants avec des apparentés :

	2001 \$	2000 \$
Comptes créditeurs à l'actionnaire majoritaire	50 000	50 000
Comptes créditeurs aux actionnaires ultimes	63 774	89 763

## 14 Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans un seul secteur, soit celui de la production et de la vente de bois traité sous pression. Ses usines sont situées en Nouvelle-Écosse, au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique.

Au 31 décembre 2001, les ventes à l'exportation s'élèvent approximativement à 24 052 000 \$ (23 496 000 \$ en 2000) dont 13 412 000 \$ (10 318 000 \$ en 2000) proviennent des États-Unis. Les autres ventes à l'exportation proviennent de divers pays, principalement situés en Amérique centrale, en Amérique du Sud, au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie.



## Administrateurs

**Richard Bélanger, CA**  
Président et chef de la direction,  
Bois Daaquam inc.  
(société de produits forestiers)  
Sainte-Foy (Québec)

**Tom A. Bruce Jones**  
Président du conseil et  
chef de la direction,  
Stella-Jones Inc.  
Président du conseil,  
James Jones & Sons Limited  
(société de produits forestiers)  
Larbert, Écosse

**George J. Bunze**  
Vice-président du conseil et  
chef des services financiers,  
Kruger inc.  
(producteur de bois d'œuvre  
et de papiers)  
Montréal, Québec

**Gianni Chiarva**  
Vice-président du conseil,  
Stella-Jones Inc.  
Président, Stella S.p.A.  
(fabricant de poteaux pour sociétés  
de services publics)  
Président du conseil,  
Sirti S.p.A.  
(société de conception, d'entretien  
et d'installation de systèmes de  
télécommunications, de transmission  
et d'électricité)  
Milan, Italie

**Arthur P. Earle, C.M., F.I.C.I.**  
Administrateur de sociétés  
Beaconsfield (Québec)

**Brian McManus**  
Président et chef de l'exploitation,  
Stella-Jones Inc.  
Westmount (Québec)

**Nycol Pageau-Goyette**  
Présidente et chef de la direction,  
Pageau Goyette et associés limitée  
(société de services de gestion)  
Montréal (Québec)

**Daniel Picotte**  
Associé,  
Fasken Martineau DuMoulin s.r.l.  
(cabinet d'avocats)  
Montréal (Québec)

## Dirigeants

**Tom A. Bruce Jones**  
Président du conseil et  
chef de la direction

**Gianni Chiarva**  
Vice-président du conseil

**Brian McManus**  
Président et chef de l'exploitation

**George T. Labelle, CA**  
Vice-président, Finances

**Marla Eichenbaum**  
Conseillère juridique et  
secrétaire de la Société

**Bernard Lucas**  
Vice-président et directeur général,  
Région de l'Ouest

**Gordon Murray**  
Vice-président, Environnement  
et technologie, et directeur général,  
Région de l'Atlantique

**Martin Poirier**  
Directeur général, Région centrale

**Rémi Godin, C.G.A.**  
Contrôleur

## Filiale – Haute direction

Guelph Utility Pole Company Ltd.  
Rick Thompson, directeur général

## Agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres

Société de fiducie Computershare  
du Canada

## Vérificateurs

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

## Conseillers juridiques

Fasken Martineau DuMoulin s.r.l.

## Information boursière

Inscription : Bourse de Toronto depuis le  
29 juin 1994

Symbole boursier : SJ

Actionnaire majoritaire : Stella Jones  
International S.A. (69 %)

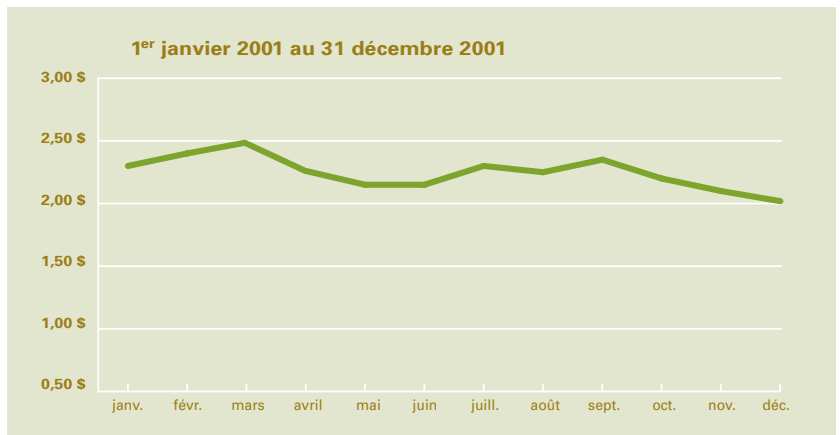
Haut/bas (52 semaines)  
(1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2001) :  
2,50 \$/1,80 \$

Cours de l'action en date  
du 14 mars 2002 : 2,05 \$

Nombre d'actions ordinaires en circulation  
au 31 décembre 2001 : 9,0 millions

## Politique en matière de dividendes :

Le conseil d'administration se propose  
d'évaluer l'opportunité de verser un  
dividende annuellement, si la rentabilité  
et l'encaisse le permettent. Aucun  
dividende n'a été déclaré pour l'exercice  
terminé le 31 décembre 2001.



	2001	2000	1999	1998	1997
Cours de clôture	2,00 \$	2,30 \$	2,50 \$	1,75 \$	2,00 \$
Ratio cours-bénéfice	40,00	6,57	6,41	4,27	10,00
Ratio cours-valeur comptable	0,57	0,65	0,77	0,60	0,80

**Siège social**

4269, rue Sainte-Catherine Ouest, 7<sup>e</sup> étage  
Westmount (Québec)  
H3Z 1P7  
Téléphone : (514) 934-8666  
Télécopieur : (514) 934-5327  
montreal@stella-jones.com

**Usine et bureau de ventes**

25 Braid Street  
New Westminster,  
(Colombie-Britannique)  
V3L 3P2  
Téléphone : (604) 521-4385  
Télécopieur : (604) 526-8597  
n.west@stella-jones.com

**Usine**

7177 Pacific Street  
Prince George  
(Colombie-Britannique)  
V2N 5S4  
Téléphone : (250) 561-1161  
Télécopieur : (250) 561-0903  
p.george@stella-jones.com

**Usine et bureau de ventes  
Guelph Utility Pole Company Ltd.**

7818 Wellington Road 22  
Box 154, R.R. #5  
Guelph (Ontario)  
N1H 6J2  
Téléphone : (519) 822-3901  
Télécopieur : (519) 822-5411  
info@guelphpole.com  
www.guelphpole.com

**Centre de distribution**

555 Station St.  
Belleville (Ontario)  
K8N 0A0  
Téléphone : (613) 966-2637  
Télécopieur : (613) 966-4521

**Usine et bureau de ventes**

41, rue Rodier  
Delson (Québec)  
J0L 1G0  
Téléphone : (450) 632-2011  
Télécopieur : (450) 632-3211  
delson@stella-jones.com

**Usine d'écorage**

805, chemin Grande Ligne  
Hérouxville (Québec)  
G0X 1J0  
Téléphone : (418) 365-6369  
Télécopieur : (418) 365-6308  
herouxville@stella-jones.com

**Usine et bureau de ventes**

278 Park Street  
Truro (Nouvelle-Écosse)  
B2N 5C1  
Téléphone : (902) 893-9456  
Télécopieur : (902) 893-3874  
truro@stella-jones.com

